

## Association Comtoise Armée, Recherche, Économie, Science (ARES) - Subvention

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE, Rapporteur :** L'Association ARES (Association Comtoise Armée, Recherche, Économie, Science) s'est constituée en 1987 à la suite du constat de l'insuffisance de la part de l'industrie franc-comtoise dans les marchés de la Défense.

L'ARES s'est donné pour objectifs :

- de promouvoir les techniques et technologies avancées de la Franche-Comté auprès du Ministère de la Défense,
- d'informer ses adhérents sur les programmes d'équipements militaires,
- de promouvoir le maillage et le partenariat entre les adhérents dans le cadre de programmes militaires.

Dans cette optique, six entreprises de la Région (dont 4 bisontines) participeront, au sein d'un même stand, au Salon de l'Armement Terrestre, du 25 au 30 juin prochain, à SATORY.

Le budget prévisionnel du stand de l'Association s'élève à 456 814 F, les entreprises s'engageant chacune à hauteur de 49 000 F.

La Région de Franche-Comté, dans le cadre de sa politique d'aide aux Salons, accorde une subvention de 20 000 F et le Département du Doubs participe à hauteur de 50 000 F.

La participation d'industriels bisontins contribuant à la promotion des microtechniques et du savoir-faire des PME locales, la Municipalité, réunie le 12 mars dernier, a émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention de 20 000 F à l'ARES.

Le Conseil Municipal est invité à statuer ; en cas d'accord, la dépense serait prélevée sur les crédits inscrits au BP 1990, chapitre 961.0/657 CS 30200.

**M. PIERLOT :** En arrivant à la question 8/g, je me suis dit : «tiens Alternative Rouge et Verte demande une subvention». Mais en regardant un peu mieux, je me suis aperçu que ARES n'était pas AREV et que cette association n'avait aucun rapport avec les Alternatifs.

Je pense même que cette association promeut des techniques et des technologies que notre mouvement ne peut que condamner. En effet, à l'heure où les deux grands, l'URSS et les États-Unis parlent et agissent pour le désarmement, cette association veut promouvoir l'industrie franc-comtoise dans les marchés de l'armée. A l'heure où les pays de l'Est se libèrent du joug communiste, où les pays d'Amérique Centrale et du Sud font un retour vers la démocratie, et cela de manière pacifique, l'heure n'est pas au faire-valoir de l'arsenal militaire.

On sait aussi que les pays qui vont acheter du matériel militaire sont en général déjà fort endettés et que ce commerce ne pourra qu'appauvrir un peu plus ces pays qui ont déjà tant de mal à survivre, je veux parler en particulier des pays en voie de développement. N'avons-nous pas autre chose à leur proposer ?

Quant à nous, Alternative Rouge et Verte, nous ne pouvons cautionner une telle demande. Nous aurions préféré que l'on nous parle de reconversion de ces industries vers des solutions civiles et non militaires, car il est vrai que nous ne pouvons abandonner ces techniques et technologies très avancées. C'est pour cette raison que nous ne voterons pas cette subvention.

**Mme FOLSCHWEILLER :** Cela va un petit peu dans le même sens. On ne peut pas être d'accord avec la promotion de techniques et de technologies avancées de la Franche-Comté auprès du Ministère appelé pudiquement de la Défense. Nous proposerions que cette subvention initialement prévue à des

actions militaires soit versée plutôt à des actions de partenariat, d'échanges visant à promouvoir l'amitié et la non-violence entre les peuples, par exemple peut-être dans le cadre d'un jumelage avec Douroula au Burkina-Faso ou au collectif Roumanie qui prévoit je crois des actions très importantes.

**M. NACHIN** : Je dois dire qu'à la commission, les votes ont été partagés équitablement entre les pour, les contre et les abstentions. Il faut dire qu'il y avait une voix pour, une voix contre et une abstention (rires).

**M. PINARD** : Au risque de choquer, je dirai que sur ce dossier, il est facile de se donner bonne conscience à peu de frais.

La place de l'industrie de l'armement à Besançon n'est quand même plus ce qu'elle était au temps où il y avait 250 salariés du département armement pour l'OTAN chez LIP. Je rappellerai qu'il y en avait 140 quand M. NEUSCHWANDER est parti en 1976.

Tout au long du conflit de LIP que j'ai suivi pour le compte de Jean MINJOZ, j'ai entendu beaucoup de choses, mais j'entends encore Jean MINJOZ s'étonner du fait qu'il n'y avait pas la moindre mise en cause de cette activité de la part de tous les leaders qui sont passés et j'en ai vu passer du monde. J'ai vu KRIVINE, j'ai vu GARAUDY, je ne sais pas où il en était de sa migration, de sa transhumance de STALINE vers le Très-Haut. J'ai été traité de social démocrate, de social traître et j'en passe, oui toujours social ! mais je n'ai jamais entendu ce type d'objection vis-à-vis de cette activité. J'ai entendu une fois un vieux paysan qui me disait -parce qu'à ce moment-là il y avait coïncidence entre deux conflits-, « puis si on avait besoin des terrains du Larzac pour expérimenter ce qui se fabrique chez LIP ? ». Je voudrais bien savoir quelle réponse vous auriez donnée ; c'était une réunion à la campagne, j'en faisais beaucoup.

Moi je ne suis pas spécialement militariste. Je constate simplement -je suis caporal dans la réserve- que mon pays œuvre au mieux pour un désarmement mondial. Au moment où l'Angleterre se révolte contre la fiscalité voulue par Mme THATCHER, dont la politique nous a souvent été présentée comme étant un modèle par la droite, je ne sais pas si on aura un jour une proposition de taxe d'habitation qui soit une capitation personnelle. Je me suis beaucoup demandé pourquoi la fameuse alternance inventée par la Grande Bretagne ne jouait plus depuis dix ans, Mme THATCHER ayant gagné trois élections consécutives, ce qui est une performance sans précédent à l'époque contemporaine. Or les spécialistes de sciences politiques qui se sont penchés sur le problème, ont une réponse claire : l'une des principales raisons, c'est que les travaillistes ont perdu leur crédibilité quand ils ont prôné le désarmement unilatéral. C'est ça la raison fondamentale pour laquelle l'opinion publique britannique ne faisait plus confiance aux travaillistes ; ils ont d'ailleurs révisé leur position il y a quelques mois. Eh oui : ça pourrait d'ailleurs coûter cher à la Dame de Fer d'après tout ce que j'entends dire.

Alors, je ne pense pas qu'il soit tout à fait logique de dire que les bouleversements récents à l'Est -et ça n'est pas fini- doivent immédiatement se traduire par une baisse massive des crédits militaires. Certes des changements doivent intervenir, mais une politique de défense, ce n'est pas quelque chose qui change à angle droit tous les six mois. C'est quelque chose qui peut changer dans un contexte mondial ; d'ailleurs le budget a déjà été diminué, nous en avons les conséquences sur Besançon. Je constate toutefois qu'au niveau supérieur, la CGT nous demande d'enlever 40 milliards sur l'armement mais que, s'agissant des sections de base qui y travaillent et en particulier à Besançon, ils nous demandent le maintien. Je constate aussi que la Chine augmente son budget militaire de 10 %.

Je ne vais pas reprendre un vieux débat avec mon collègue NACHIN. Nous avons Robert SCHWINT, NACHIN et moi en commun d'avoir été ensemble à l'école normale. Nous avons en commun d'avoir été syndicalistes mais pas dans le même syndicat, mais je suis en train de faire une étude sur les positions du syndicat dont tu étais leader ; sur l'armement c'était toujours l'Allemagne de l'Ouest qui était dans le colimateur, je n'y ai jamais vu la Tchécoslovaquie. Or la semaine dernière Vaclav HAVEL nous a révélé que 1 000 tonnes d'explosifs avaient été livrées. Alors j'ai envie de dire : pas vous, pas ça ! il n'est pas honnête, chaque fois que des revendications apparaissent dans un secteur professionnel déterminé de dire séparément à chaque catégorie concernée : « il suffirait pour satisfaire vos revendications de prendre une part du budget de la défense ». Cela a été dit aux infirmières, je peux donner les preuves, par

le leader de la coordination, cela a été dit aux postiers, cela a été dit aux gens des finances, cela a été dit aux gens de l'équipement, etc. mais parce que si on fait la somme, on se retrouve dans la situation des travaillistes britanniques.

Je pense qu'il serait par conséquent sérieux d'élever le niveau de réflexion par rapport à ce que devrait être l'effort que chaque pays croit devoir accepter quant au montant des dépenses qu'il doit devoir engager pour assurer son indépendance et là on verrait que la France n'est pas dans une situation où il y aurait, par rapport à la moyenne internationale, un pourcentage nettement plus fort.

Je suis de ceux qui réfléchissent au lien qui pourrait exister entre le succès de l'Allemagne et du Japon et leurs niveaux de dépenses militaires, c'est un problème sur lequel je crois il faut réfléchir. Je suis de ceux qui sont ébranlés par les études récentes publiées par Paul FABRA qui met en cause l'importance des retombées sur l'industrie civile des recherches militaires, il y a une remise en cause à l'heure actuelle par rapport à ce qui était affirmé. Je suis de ceux qui estiment que la solution des gigantesques problèmes du Sud passe par une diminution universelle des dépenses militaires. Je suis de ceux qui estiment que GORBATCHEV est obligé de diminuer les dépenses militaires exceptionnellement lourdes de son pays qui étaient quand même en produit intérieur brut trois fois celles de la France. Entre parenthèses, syndicalement on s'est bagarré là-dessus, NACHIN, toujours dénoncer l'Allemagne Fédérale mais jamais dénoncer les trois ans de service militaire dans un pays où il y a 285 millions d'habitants, jamais ! Il y avait quand même une espèce d'indignation sélective dont il faudra que nous sortions. Moi j'ai déjà prévenu mes camarades que le mot même de socialisme s'y trouvait compromis. Ici je parle très librement devant les gens de l'opposition, on est là pour dialoguer, on est là pour dire ce qu'on pense. Je pense que les dépenses de l'URSS ont contribué non seulement à mettre à mal l'économie soviétique mais elles expliquent qu'il n'y ait pas eu de crédits pour protéger l'environnement qui est dégradé à un point tel que nous ne le soupçonnions pas. Alors j'ai envie de dire à NACHIN, compte tenu de tout le passé qui nous oppose, quand «il parle de défense, je sors ma kalachnikov, arrêté ton char ! (rires)».

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Sur cette subvention de 20 000 F proposée par M. de SURY, qu'est-ce que vous en pensez Monsieur de SURY ?

**M. de SURY :** Je voudrais ajouter un mot en ne me plaçant pas du tout sur les problèmes de défense mais pas uniquement sur le terrain économique et je voudrais dire qu'à travers cette modeste subvention de 20 000 F, on est très proche des problèmes de fond de l'économie bisontine.

Six entreprises envisagent de participer à ce salon de SATORY ; quatre sont bisontines : SATICE, FRESARD-PANNETON, DIXI et DODANE. SATORY est un important salon-exposition, point de rencontre entre d'une part des industriels du type de ceux que je viens de nommer, des donneurs d'ordres, par exemple la THOMSON et puis les acheteurs du Ministère des Armées. Actuellement, les entreprises bisontines sont des sous-traitants donneurs d'ordres et là on rejoint la situation assez générale d'un grand nombre d'entreprises de Besançon. Cette situation est défavorable parce que, vis-à-vis d'un donneur d'ordres, un sous-traitant est en position de faiblesse et ne peut pas négocier des prix avantageux.

En participant à une exposition du type de celle de SATORY, cela donne la possibilité à ces entreprises de présenter leur produit à l'acheteur final : le Ministère de la Défense, qui lui-même souhaite élargir le cercle de ses acheteurs pour ne pas être limité à des acheteurs puissants comme THOMSON. Cette occasion est importante et il est important que des entreprises bisontines la saisissent parce que si elles arrivent à se présenter, non pas en situation de simples sous-traitants, mais en situation de producteurs d'éventuels produits finis, cela change tout au niveau des prix auxquels elles peuvent faire rémunérer leur activité. Par ailleurs au niveau de l'image de Besançon, une des choses qui fait la faiblesse de notre ville, c'est le petit nombre d'entreprises qui produisent un produit fini, qu'on peut qualifier, qu'on peut nommer. Ce n'est pas en disant qu'on fabrique du décolletage à Besançon qu'on valorise son image. Il s'agit donc d'une occasion qu'il me semble important que des entreprises bisontines saisissent.

**M. TOURRAIN** : Il est évident que le groupe «Une Ambition pour Besançon» apporte son appui total à l'octroi de cette subvention, pour des raisons qui ont été exposées brillamment par M. PINARD tout à l'heure.

**M. NACHIN** : Je constate avec beaucoup de jubilation le soutien apporté par M. TOURRAIN et son groupe à la brillante démonstration faite tout à l'heure par Joseph PINARD. En ce qui concerne les Verts, nous n'avons pas d'état d'âme et nous voterons contre cette proposition parce que nous sommes résolument pacifistes.

La discussion est close.

Après en avoir délibéré et sur avis favorable de la Commission du Budget, l'Assemblée Communale, à la majorité (5 Conseillers ayant voté contre et 2 s'étant abstenus), a adopté la proposition du Rapporteur.